

**Unité Départementale Aube - Haute-Marne**

TROYES, le 14 juin 2023

Nos réf. : SAU/AV/MT n° 23-277

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/05/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **CARRIÈRES DE VIREY**

11 rue du Général de Gaulle  
10260 VIREY-SOUS-BAR

Code AIOT : 0005700512

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03 mai 2023 dans l'établissement CARRIÈRES DE VIREY implanté aux lieux-dits « LA CORÉE, DINE CHIEN, GRAND VAL, LA CERISIÈRE » - 11, rue du Général de Gaulle 10260 VIREY-SOUS-BAR. L'inspection a été annoncée le 18 avril 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du programme d'inspection au titre de l'année 2023 (PPC et plan de gestion des déchets).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIÈRES DE VIREY
- Lieux-dits « LA CORÉE, DINE CHIEN, GRAND VAL, LA CERISIÈRE »  
11, rue du Général de Gaulle 10260 VIREY-SOUS-BAR
- Code AIOT : 0005700512
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CARRIÈRES DE VIREY exploite, sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2022326-0003 du 22 novembre 2022, à ciel ouvert une carrière de matériaux calcaire sur la commune de VIREY-SOUS-BAR. Cette exploitation est autorisée pour une durée de 25 ans (jusqu'en décembre 2047) sur une superficie de 55,4589 ha dont 54,9127 ha dédiés pour l'extraction. Cette nouvelle autorisation fait suite à une demande de renouvellement et extension de l'autorisation accordée le 30 mars 1999.

La production moyenne annuelle est de 250 000t (500 000 t/ an maximum).

La production réalisée en 2022 est d'environ 120 000 tonnes. L'exploitant prévoit une production de l'ordre de 200 000 tonnes pour l'année 2023.

L'installation de traitement des matériaux est fixe, d'une puissance d'environ 1 450 kW.

L'exploitant souhaite donner un rythme à l'exploitation de façon à retrouver une production équilibrée avec celle du site de GYÉ-SUR-SEINE, carrière également exploitée par la société CARRIÈRES DE VIREY.

Il est noté que la responsable carrière et la responsable foncier-environnement ont récemment pris leurs fonctions (début 2022).

Le site dispose d'une installation de lavage traitant les eaux issues de l'installation de traitement des matériaux. Cette installation permet de fonctionner en circuit fermé et de recycler au maximum les eaux de process sans rejet à l'extérieur du site.

L'exploitant est autorisé à réaliser des tirs de mine. L'exploitant précise que le gisement se présente sous 2 couches principales ; une couche assez noble (jaune) pouvant être extraite à la pelle mécanique et une couche moins noble (grise) nécessitant l'usage d'explosif.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Gestion d'exploitation, extraction, gestion des déchets, prélèvement et consommation eau, surveillance des rejets, nuisances sonores

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
6	Prélèvement et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 22/11/2022, article 5.3.4	/	Lettre de suite préfectorale	
7	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 22/11/2022, articles 5.4.1 et 5.4.2	/	Lettre de suite préfectorale	
10	Bruits	Arrêté Préfectoral du 22/11/2022, articles 7.2.1 à 7.2.3	/	Lettre de suite préfectorale	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Gestion de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 22/11/2022, article 2.1.2.1	/	Sans objet
2	Extraction	Arrêté Préfectoral du 22/11/2022, article 3.3.2	/	Sans objet
3	Plan	Arrêté Préfectoral du 22/11/2022, article 3.2.1	/	Sans objet
4	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 22/11/2022, article 3.3.7.1	/	Sans objet
5	Prélèvement et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 22/11/2022, article 5.3.3	/	Sans objet
8	Déchets produits	Arrêté Préfectoral du 07/12/2011, article 6.1.2	/	Sans objet
9	Déchets produits	Arrêté Préfectoral du 22/11/2022, article 6.1.6	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats émis et des éléments proposés par l'exploitant, il est proposé à madame la Préfète de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires sur la surveillance des nuisances sonores, le suivi des eaux souterraines ainsi que la surveillance de ses rejets par une lettre préfectorale.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Gestion de l'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/11/2022, article 2.1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Mesure d'évitement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La portion de pelouse sèche d'environ 800 m <sup>2</sup> au Sud du site (zone d'extension) présente un habitat d'intérêt communautaire prioritaire et accueille deux stations conséquentes de deux espèces végétales patrimoniales rares : l'Ophrys abeille (Ophrys apifera) et l'Ophrys bourdon (Ophrys fuciflora). Cette zone est évitée en sa totalité et balisée. Au sein de ce périmètre sont interdits le décapage du sol, le dépôt de matériaux ainsi que la circulation des véhicules.
<b>Constats :</b> L'exploitant précise le jour de la visite que cette portion d'évitement, qui se situe sur le périmètre en extension (Sud), n'est pas encore balisée car elle est en cours de bornage avec le géomètre expert. Par ailleurs, cette zone d'extension n'a pas encore été mise en exploitation malgré qu'elle corresponde à la première phase d'exploitation. L'exploitant précise que cette zone sera opérationnelle début du second semestre 2023. Au vu des éléments précisés par l'exploitant, ce point ne soulève pas d'observation complémentaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/11/2022, article 3.3.2
<b>Thème(s) :</b> Extraction des matériaux, Epaisseur extraction
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le gisement est présent sur une hauteur de 22 à 34 m, et est exploité suivant plusieurs fronts d'une hauteur de 15 m maximum. Ces fronts sont subverticaux et séparés par des banquettes de 5 m minimum. La côte minimale d'extraction est fixée à 157 m NGF pour la partie Nord du site (en extension) et à 161 m NGF pour la partie Sud, en renouvellement et extension. Les bords des excavations sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10m des limites sur lequel porte la présente autorisation d'exploiter ainsi que des éléments de surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. Dans le cas où l'exploitation nécessite des interventions sur les milieux humides du site, celles-ci doivent avoir lieu hors période de reproduction du Pélodyte ponctué. Tout dérangement doit être évité par rapport à la période de nidification du Grand-Duc, de la mi-février à la mi-mai. L'extraction est réalisée à ciel ouvert, à sec, à l'aide de pelles hydrauliques. Ponctuellement, des tirs de mine sont réalisés pour des gisements présentant des niveaux trop indurés pour permettre une utilisation de pelle hydraulique.
<b>Constats :</b> Seule la partie Sud du site, exploitée sous couvert du précédent arrêté préfectoral d'autorisation et poursuivie sous le nouvel arrêté d'autorisation susvisé, est en cours d'exploitation. La partie Nord, en extension, et la zone en extension de la partie Sud n'étant pas encore en exploitation ; n'ont pas été contrôlées sur la côte d'extraction. L'exploitant précise également qu'il n'y a pas eu d'intervention ou de décapage sur des milieux humides. Concernant la partie en exploitation, la côte d'extraction à respecter est de 157 m NGF. La côte la plus basse observée depuis la délivrance de l'autorisation susvisée est de 161,11 m NGF. La côte d'extraction précédemment autorisée était différente ; 139 m NGF. Il est constaté que la cote d'extraction durant le précédent arrêté était également respectée puisque la côte la plus basse est de 153,84 m NGF. a côte d'extraction est de ce fait respectée. Ce point ne suscite pas d'observation complémentaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Plan

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/11/2022, article 3.2.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Plan d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque année, est établi un plan d'exploitation orienté d'échelle adapté à la superficie du site. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none"><li>- les dates de levée ;</li><li>- les périmètres (autorisation et extraction) sur lesquels porte le droit d'exploitation ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 m, la dénomination des parcelles cadastrales concernées ;</li><li>- les bords de la fouille ;</li><li>- les zones particulières de préservation écologiques ;</li><li>- les courbes de niveau (équidistantes, tous les 10 m d'altitude) ou les cotes d'altitude (NGF) des points significatifs et des points levés ;</li><li>- la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat et, en particuliers ceux dont l'intégrité conditionne la santé et la sécurité publique ;</li><li>- les installations de prélèvements d'eau ;</li><li>- les exutoires de rejets des effluents aqueux ;</li><li>- l'emplacement exact du bornage ;</li><li>- les zones en cours d'exploitation ;</li><li>- les zones de stockage des déchets inertes d'extraction internes et des déchets inertes extérieurs ;</li><li>- les zones où l'exploitation est terminée, celles remblayées et celles remise en état ;</li><li>- les voies d'accès et chemins menant à la carrière ;</li><li>- les piézomètres, cours d'eau, et fossés limitrophes à la carrière ;</li><li>- le point de prélèvement dans la Seine et les canalisations associées.</li></ul> Ce plan est mis à jour au moins une fois par an par un géomètre-expert et est conservé sur site, à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le plan d'exploitation actualisé de janvier 2023. Hormis qu'il doit être complété par les pistes de circulation lors de la prochaine mise à jour, ce plan ne suscite pas de remarque complémentaire. Il est noté également que la création des piézomètres est en cours et qu'ils seront également rajoutés sur le plan d'exploitation lors de sa prochaine actualisation. L'inspection rappelle toutefois à l'exploitant que ce plan est à transmettre à l'inspection des installations classées lors de son actualisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Exploitation

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/11/2022, article 3.3.71

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets utilisables pour remblayage

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Le remblayage est assuré à l'aide des stériles du site, dont les fines de lavage, et de déchets extérieurs inertes. L'ensemble des déchets inertes externes provient de chantiers de BTP présents dans un rayon de 50 km autour du site à raison d'environ 54 000 t/an.

Les déchets inertes extérieurs autorisés, conformes à l'annexe I de l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516 et 2517, sont :

Tout autre déchet que ceux listés ci-avant est interdit.

Une barrière de sécurité passive est mise en place à la base de ces remblais (à minima 0,5 m d'argile d'une perméabilité maximale de 1.10-9 m/s) afin de protéger la nappe des calcaires du Barrois. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs de volumes et de qualité des matériaux utilisés, un relevé de géomètre justifiant l'épaisseur de la couche appliquée en tout point des zones de remblais ainsi que des photographies de la barrière de sécurité passive avant toute mise en place de remblais. Ces éléments sont également fournis au dossier de cessation d'activité du site. Ce justificatif atteste la conformité de la barrière de sécurité passive mise en œuvre.

Sous réserve de la bonne mise en place de cette barrière passive sur l'ensemble des zones à remblayer et susceptibles de recueillir les lixiviats issus des déchets utilisés, et de la mise en place préalable de la surveillance des eaux souterraines prescrite au chapitre 5.4 du présent arrêté, les déchets inertes utilisés pour ce remblai peuvent dépasser les valeurs limites fixées en lixiviation par l'arrêté préfectoral du 12/12/2014 pour les paramètres Molybdène (Mo), Antimoine (Sb), Sulfate, et Fluorure. Les valeurs limites pour ces paramètres sont alors les suivantes pour ces déchets :

	Concentration maximale		
	Annexe II de l'Arrêté du 12/12/2014	Facteur 3	
	mg/kg	mg/kg	mg/l
<b>Molybdène</b>	0,5	1,5	0,15
<b>Antimoine</b>	0,06	0,18	0,018
<b>Sulfate</b>	1 000	3 000	300
<b>Fluorure</b>	10	30	3

<b>Constats :</b> L'exploitant précise que la réception des déchets K3+ (présentant des valeurs de lixiviat 3 fois supérieur à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12/12/2014) n'est pas encore effective et que ces déchets ne seront destinés qu'au remblaiement de la zone où se situe l'installation de traitement, soit en fin d'exploitation. Le site accueille uniquement pour le moment des déchets inertes classiques. La quantité réceptionnée depuis janvier 2023 est d'environ 3 150 tonnes. L'exploitant a présenté le jour de la visite un DAP (demande d'acceptation préalable) ainsi que le registre de réception des déchets. Cette gestion est réalisée de façon dématérialisée qui alimente le système informatique jusqu'au pont bascule. Les éléments consultés le jour de la visite ne suscitent pas d'observation complémentaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Prélèvement et consommation d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/11/2022, article 5.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux de procédés des installations de traitement des matériaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation de traitement des matériaux permet de fonctionner en circuit fermé et de recycler au maximum l'eau, sans aucun rejet d'eau à l'extérieur du site. Les eaux de lavage sont collectées sous les installations et dirigées dans un bassin tampon de 400 m <sup>3</sup> avant d'être envoyés vers le bassin clarificateur, puis dirigées par surverse dans le bassin d'eau claire, alimentant l'installation de traitement. Les boues décantées sont envoyées vers les silos tampons puis la presse à boue. Les fines issues de l'installation de traitement ou fines de curage sont valorisées dans le réaménagement du site. Elles font l'objet d'une analyse de recherche des monomères d'acrylamide tous les 2 ans.
<b>Constats :</b> L'installation de traitement des eaux de lavage fonctionne en circuit fermé. Toutefois, l'installation mérite une amélioration pour canaliser les eaux du trop plein du bassin clarificateur et les envoyer dans le bassin d'eau claire. Actuellement, ces eaux issues du trop plein rejoignent le bassin d'eau claire en partie par ruissellement avant d'être canalisées. Ce qui favorise de la perte par évapotranspiration en période de températures estivales. L'exploitant engage les démarches nécessaires pour modifier en conséquence l'installation. Concernant les boues, celles-ci sont actuellement stockées et pas encore valorisées dans le réaménagement du site depuis l'obtention de l'arrêté d'autorisation susvisée. L'exploitant précise que la recherche des monomères d'acrylamide n'a pas encore été réalisée et est programmée à l'automne 2023 (octobre/novembre). Au vu des éléments précisés ci-dessus, ce point ne soulève pas d'observation complémentaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Prélèvement et consommation d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/11/2022, article 5.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien et caractéristiques générales des rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les seuls rejets d'eau autorisés dans le milieu naturel sont constitués des eaux pluviales et ruissellement.</p> <p>L'exploitant s'assure de la bonne marche des installations de traitement des eaux (bassins de décantation, filtres, ...) et procède autant que de besoin à leur curage.</p> <p>Le ravitaillement en carburant du matériel roulant et le lavage des engins sont réalisés sur une aire étanche reliée à un décanteur-déboureur permettant la récupération totale des liquides résiduels qui fait l'objet d'entretien. Cet équipement est entretenu périodiquement par l'exploitant, il procède notamment à son curage et nettoyage selon une fréquence au moins annuelle.</p> <p>Les eaux traitées et rejetées du déboureur/deshuileur s'infiltreront dans le milieu naturel.</p> <p>Les eaux de sortie de cet ouvrage sont suivies régulièrement sur les paramètres listés ci-dessous.</p> <p>Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- le pH est compris entre 5,5 et 8,5,</li><li>- la température est inférieure à 30°C,</li><li>- les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NFT 90 105),</li><li>- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90 101),</li><li>- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NFT 90 114).</li></ul> <p>Les traces de monomères sont également recherchées provenant éventuellement de l'utilisation du floculant. La limite de qualité pour ce paramètre est fixée à 0.1 µg/L.</p> <p>Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.</p> <p>La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.</p> <p>L'exploitant fait réaliser une fois par an, par un organisme compétent, l'ensemble des mesures permettant de vérifier la conformité du rejet aux présentes dispositions.</p> <p>Le résultat des analyses et le bilan quant à la conformité du rejet est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'installation dispose bien d'une aire de lavage et de ravitaillement des engins, raccordée à un séparateur d'hydrocarbures. Ce dernier a été vidangé en 2022 suite à une analyse effectuée (le 02/06/2022) avec un résultat de MES non-conforme (1 600mg/L).</p> <p>L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant qu'il doit vérifier la conformité des résultats et prendre les mesures nécessaires en cas de dérive, notamment reprogrammer une nouvelle mesure durant l'année 2022.</p> <p>L'exploitant s'est engagé à réaliser un nouvel entretien d'ici juin 2023 et programmer une analyse au cours du second semestre 2023.</p> <p>Concernant le paramètre monomère qui n'était pas recherché sous la précédente autorisation, ce dernier sera à prendre en compte pour la prochaine analyse.</p> <p>Il est proposé à madame la Préfète de rappeler à l'exploitant ses obligations en termes de surveillance de ses rejets par une lettre préfectorale.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

## N° 7 : Surveillance des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/11/2022, articles 5.4.1 et 5.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réseau de surveillance, contrôle du niveau et qualité des eaux souterraines
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 5.4.1 Réseau de surveillance des eaux souterraines L'exploitant constitue, avant la mise en œuvre du présent arrêté, un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines comprenant : - 2 piézomètres de contrôle situés en aval du site par rapport au sens d'écoulement de la nappe, - 1 piézomètre de contrôle situé en amont du site. La localisation de ces ouvrages est reportée sur un plan et transmis à l'inspection. Dans le cadre de la création de ce réseau, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réaliser les démarches administratives relatives à la loi sur l'eau. Article 5.4.2 Contrôle du niveau et de la qualité des eaux souterraines L'exploitant assure une surveillance des eaux souterraines par relevés semestriels du niveau d'eau des puits visés à l'article précédent. Il réalise, également de façon semestrielle, une analyse de la qualité des eaux souterraines (une en période de hautes eaux et une en basses eaux) portant sur les paramètres suivants : pH, température, conductivité, MES, DCO, hydrocarbures totaux, métaux lourds, Molybdène, Antimoine, Sulfate, Fluorure et Acrylamide. Avant les premiers apports de déchets inertes extérieurs relevant d'un facteur 3, un état zéro (qualitatif sur les paramètres ci-dessus et quantitatif) de la nappe souterraine est réalisé. Les résultats de ces mesures sont retranscrits dans un bilan annuel et transmis à l'inspection des installations classées. Si les résultats de mesures mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour en rechercher l'origine et, si elle provient des installations, en supprimer la cause. Dans ce cas, il doit en tant que de besoin entreprendre les études et travaux nécessaires pour réduire la pollution de la nappe. Il informe le préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées. Les prélèvements et analyses seront réalisés pendant une durée de deux ans après la fin de l'exploitation, l'inspection des installations classées décidera de la date d'arrêt de ces prélèvements.
<b>Constats :</b> Concernant l'article 5.4.1 : la mise en œuvre du réseau de surveillance des eaux souterraines par la mise en place de piézomètres est engagée et en cours avec le bureau d'étude. L'exploitant a transmis la synthèse à l'inspection des installations classées le 16/05/23. La finalisation de l'installation de ce réseau est programmée sur le second semestre 2023 afin de faire un état zéro sur le suivi des eaux souterraines avant fin 2023. De part le retard pris pour la mise en œuvre du réseau de suivi des eaux souterraines, aucune analyse n'a pu être effectuée depuis l'obtention de l'arrêté préfectoral susvisé. Il est donc primordial que ce suivi débute dès 2023. Au regard de ces éléments, l'inspection propose à madame la Préfète une lettre préfectorale rappelant la nécessité à l'exploitant de mettre en œuvre rapidement ce réseau de suivi des eaux souterraines.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**N° 8 : Déchets produits**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/12/2011, article 6.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Séparation et élimination des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets doivent être répertoriés selon les trois catégories suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- les déchets d'extraction inertes (résultant de l'exploitation),</li><li>- les déchets non dangereux,</li><li>- les déchets dangereux définis à l'article R. 541-8 du code de l'environnement.</li></ul> L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets doivent être classés selon la liste unique de déchets prévue à l'article R. 541-7 du code de l'environnement. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement. Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 du code de l'environnement. Elles doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations de traitement). Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB. Les déchets d'emballage visés par les articles R.543-66 à R.543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie. Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R.543-128-1 à R.543-131 du code de l'environnement relatives à l'élimination des piles et accumulateurs usagés. Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions des articles R.543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination). Les déchets d'équipements électriques et électroniques mentionnés et définis aux articles R.543-171-1 et R.543-171-2 sont enlevés et traités selon les dispositions prévues par les articles R.543-195 à R.543-200 du code de l'environnement. Les transformateurs contenant des PCB sont éliminés, ou décontaminés, par des entreprises agréées, conformément aux articles R.543-17 à R.543-41 du code de l'environnement. Les biodéchets produits font l'objet d'un tri à la source et d'une valorisation organique, conformément aux articles R.541-225 à R.541-227 du code de l'environnement.
<b>Constats :</b> L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour la gestion des déchets générés sur son site d'exploitation. Les différents types de déchets sont triés et mis en bacs de tri sur le site pour être ensuite envoyés vers la filière de traitement adéquate. L'exploitant a présenté le jour de la visite le registre de suivi des déchets générés sur le site et envoyés en traitement. Ce point ne soulève pas d'observation complémentaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Déchets produits

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/11/2022, article 6.1.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de gestion des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début d'exploitation. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;</li><li>- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;</li><li>- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;</li><li>- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;</li><li>- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;</li><li>- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;</li><li>- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;</li><li>- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;</li></ul> une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ; <ul style="list-style-type: none"><li>- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.</li></ul> Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Ce plan est transmis au préfet.
<b>Constats :</b> L'exploitant a établi un plan de gestion des déchets commun aux trois sites de production exploités par la société Carrières de Virey (Bourguignons, Gyé-Sur-Seine, Virey-Sous-Bar). Ce document, actualisé en janvier 2022, présente une fiche pour chaque site avec les différents types de déchets, leurs volumes estimés, les modalités de stockage et l'impact sur l'environnement. Suite à la nouvelle autorisation obtenue pour le site de Virey-Sous-Bar, le plan de gestion des déchets est en cours de révision. Ce dernier sera à transmettre à l'inspection des installations classées une fois sa mise à jour effectuée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/11/2022, articles 7.2.1 à 7.2.3											
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, mesure de bruit											
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet											
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 7.2.1 Niveaux limites de bruit Le niveau d'émergence en limite de propriété de l'installation ne doit pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite. L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit constatés lorsque l'établissement est en fonctionnement et lorsqu'il est à l'arrêt.</p> <p>Article 7.2.2 Valeurs limites d'émergence Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)</th><th>Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés</th><th>Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)</td><td>6 dB(A)</td><td>4 dB(A)</td></tr> <tr> <td>Supérieur à 45 dB(A)</td><td>5 dB(A)</td><td>3 dB(A)</td></tr> </tbody> </table> <p>Article 7.2.3 Contrôle du bruit Une nouvelle campagne de mesure du niveau de bruit et de l'émergence (selon plan annexé n° 6) est effectuée dans les six mois qui suivent la notification du présent arrêté, puis a minima tous les 5 ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation (et notamment des installations de traitement, extraction à la pelle et circulations d'engins) sur une durée d'une demi-heure au moins. Cette campagne est réalisée de manière à conclure sur la conformité des émergences au niveau de la ZER 2 (quartier des Croyères à VIREY-SOUS-BAR), en excluant l'influence du trafic routier. Une nouvelle campagne est réalisée en début des phases d'exploitation 3 et 4 de l'extension, ainsi qu'à chaque déplacement d'installations de traitement en direction ZER 2 (quartier des Croyères à VIREY-SOUS-BAR). Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée. Le résultat des mesures sonores est transmis à l'inspection des installations classées.</p>			Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés	Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)	Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés									
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)									
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)									
<p><b>Constats :</b></p> <p>La dernière mesure de bruit réalisée sur le site date du 11/04/2022, sous l'autorisation précédente. La nouvelle mesure de bruit qui devait être réalisée dans les 6 mois après l'obtention de la nouvelle autorisation susvisée, n'a pas encore été effectuée. L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées la commande de la mise en œuvre de cette mesure. L'exploitant s'engage à la réaliser sous 3 mois. Par ailleurs, il est noté que les résultats, obtenus sur la dernière mesure de bruit réalisée en 2022, sont conformes. Au vu des éléments mentionnés ci-dessus, l'inspection propose de rappeler à l'exploitant ses obligations sur la surveillance des émissions sonores par une lettre préfectorale.</p>											
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites											
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale											